

DISCOURS PRONONCE PAR M. LE LIC. ANDRES CASO, PRESIDENT DU COMITE ORGANISATEUR, A LA CEREMOINE D'INAUGURATION DU XVI CONGRES INTERNATIONAL DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

L'Institut National d'Administration Publique et le Comité Organisateur remercie le Comité Exécutif de l'Institut International des Sciences Administratives, d'avoir fixé son choix, à Caracas en 1972, sur Mexico comme siège de ce XVIème Congrès International des Sciences Administratives.

Lors des Congrès de Paris en 1965, de Dublin en 1968 et de Rome en 1971, il avait été étudié les problèmes de l'administration dans les pays développés économiquement et socialement. Mexico fut alors désigné amphitryon de cet important événement international; nous pensons que ce choix est une autre preuve de l'intérêt qui anima l'Institut International pour les sciences administratives dans les pays en voies de développement.

Nous désirons exprimer notre profonde gratitude à M. Le Président de la République, M. Luis Echeverría, Président Honoraire de ce Congrès, pour l'intérêt particulier dont il a fait preuve afin que cette réunion se réalise dans notre pays et pour son appui afin que le Congrès se déroule selon la tradition d'efficacité qui a été la caractéristique des congrès antérieurs. Informé de la réalisation de cet événement à Mexico, M. Le Président avait estimé qu'il serait avec nous ce matin. Cependant, la grande responsabilité de ses hautes fonctions, son désir de se rapprocher de tous les pays, l'ont conduit à effectuer actuellement un voyage d'amitié en Amérique Latine et nous ne pouvons que regretter son absence aujourd'hui.

Nous désirons manifester notre reconnaissance à M. Hugo Cervantes del Río, Secrétaire de la Présidence dont la collaboration a été décisive dans la réalisation de cet événement qui réunit des spécialistes de 75 (soixante-quinze) pays. Sa généreuse assistance a permis un déroulement adéquat de l'organisation du Congrès.

Les encouragements et le concours que nous a apportés M. Le Ministre des Travaux Publics, M. Luis Enrique Bracamontes, lors des

travaux préliminaires à cette réunion, ont été pour nous d'une grande importance.

Pour leur coopération aux études des sciences administratives au Mexique, nous voulons mentionner ici, tout particulièrement, Messieurs Les Secrétaires d'Etat, M. Le Procureur Général de la République et Messieurs les fonctionnaires qui ont participé à la rédaction du numéro sur l'administration publique mexicaine publié par le "Revue de l'Institut International des Sciences Administratives".

Les activités de direction administrative de haut niveau acquièrent leur véritable dimension lorsqu'elles ont pour base des thèses politiques solides. Participer au gouvernement de la République animé d'une réelle conviction révolutionnaire et mettre en oeuvre les éléments juridiques et techniques pour réaliser des tâches supérieures, distinguent, comme en cette occasion, le fonctionnaire public.

Nous comptons parmi nous aujourd'hui les deux ex-présidents de l'Institut National d'Administration Publique, Monsieur Gabino Fraga et Monsieur Gustavo Martínez Cabañas, tous deux professeurs aimés et respectés auxquels est si redevable l'administration publique du Mexique.

Messieurs les assistants au XVIème (seizième) Congrès International des Sciences Administratives, soyez les bienvenus au Mexique, pays de vieille tradition hospitalière. Vous êtes les bienvenus pour partager avec nous nos aspirations de progrès, nos espoirs et nos préoccupations, en effet espoirs et préoccupations sont, peut-être, les seules choses que peuvent partager les hommes sur cette terre.

Le monde actuel, a-t-on dit fréquemment, est un monde en évolution. Il nous faut admettre désormais que les structures sociales, culturelles et politiques qui, autrefois, semblaient stables et perdurables, doivent aujourd'hui subir d'importantes modifications. Les exigences sociales croissantes attendent de nous une évolution continue: des organisations souples qui répondent aspirations véhémentes de justice stricte, de développement équitable, de meilleurs niveaux de vie et de culture pour tous.

Nous allons échanger des idées pendant ces cinq jours. Nous nous consacrerons aux thèmes qui ont été signalés par les experts les plus réputés en administration publique du monde moderne.

Serons-nous capables de postuler des solutions humaines à l'intérieur du complexe maniement des systèmes et des modèles? Aurons-nous la sensibilité nécessaire pour comprendre que derrière chaque chiffre il y a un être humain, derrière chaque pétition il y a un cri demandant des conditions de vie meilleures? Pourrons-nous nous ren-

dre compte que, tandis que nous pensons à des solutions techniquement indiscutables, à des modèles hautement sophistiqués qui, pour leur application ont besoin de temps, il y a des groupes auxquels manque ce temps et qui demandent une solution immédiate? Car pour ces hommes et pour ces femmes, le temps signifie mourir, mourir de faim, de maladie, d'abandon ou par la violence.

Si ces préoccupations sont fondées pour tous les pays, ils le sont encore davantage pour les pays en voie de développement. Pour cette raison, les pays qui forment le Tiers-Monde, nous nécessitent non pas une solution optimale mais la meilleure solution possible.

Nous ne pouvons nous permettre de faire des expériences en politique sociale; ceci représenterait pour nous un coût socio-politique trop élevé. Nous ne pouvons perdre notre temps à essayer des systèmes qui pourraient être positifs pour d'autres nations. En effet, si nous cherchons à les appliquer pour les nôtres en pratiquant un simple transfert de technologie élevée, ceci pourrait originer de graves conflits. Nous devons avoir une perspective critique des transformations technologiques; nous devons les appliquer avec l'audace que requièrent les changements dans nos pays mais aussi avec toute la prudence nécessaire pour ne pas originer de problèmes sociaux.

Pourrons-nous tracer à nos recherches et à nos activités une voie qui observe les problèmes de l'accroissement de la population ou de la répartition de la richesse qui ne sont plus des problèmes particuliers à certains pays?

L'interdépendance dans le monde actuelle, est une réalité concrète; une réalité qui, et plus vite que nous ne le croyons, pourra égaler les possibilités de bien-être général ou les possibilités de destruction totale.

De nos jours, il n'y a plus de pays isolés. Les moyens de communications permettent d'obtenir toute sorte d'information, non seulement aux groupes directeurs mais aussi à tous les habitants de la planète. Cette utilisation universelle de l'information est certainement un des bouleversements les plus notoires de notre époque: la possibilité d'entendre ou d'interpréter ce qui se passe dans les autres parties du monde. Ceci rapproche irrémédiablement les hommes. Ce phénomène nous conduira-t-il à une culture universelle? Non, assurément. Mais alors nous pourrions assumer une conscience mondiale c'est-à-dire accepter que le destin d'un homme dépend de la conduite de tous les hommes.

Pour établir notre choix, la communication nous offre, comme jamais auparavant, une gamme d'alternatives. Les dirigeants et les admi-

nistrateurs publics peuvent analyser les options qui conviennent le mieux et, avec la participation active de la population, et prendre les décisions que la raison et leur sensibilité sociale leur dictent.

En contre-partie, l'information massive peut-être un instrument de pression culturelle, de colonisation idéologique: modifier de façon remarquable nos habitudes de vie, désintégrer les structures sociales. Mais, en face de cet incontestable péril existe la capacité de l'être humain d'assimiler les progrès que d'autres frères ont réalisés sous d'autres latitudes et de pouvoir les intégrer à leur propre culture. Ces caractéristiques répondent à ce que nous avons appelé la conscience mondiale. Nous voulons dire la faculté des êtres humains de s'entendre, sans distinction de race, de langue, d'idéal politique. La faculté de s'entendre pour le seul fait d'être homme.

Les administrateurs et les chercheurs des sciences administratives, sommes sérieusement inquiétés par l'orientation que peut prendre notre discipline lorsque nous analysons uniquement l'efficacité de l'administration publique comme une abstraction, oubliant qu'elle n'a de raison d'être que dans la mesure où elle s'identifie à la société qui l'engendre.

Il est évident que le monde actuel modifie l'échelle traditionnelle des valeurs et que, devant cette transformation, nous pourrions difficilement ranimer la confiance populaire en des valeurs qui se sont dégradées dans leur vigueur sociale. Pourrions-nous analyser l'impact que ce changement a provoqué dans les structures gouvernementales? Pourrions-nous examiner objectivement le grand problème de la corruption administrative comme symptôme de la désintégration sociale?

Nous passons maintenant par une étape complexe où s'opère une révision profonde des idéaux, des principes, des formes d'action, des normes, du concept même de société et de conduite humaine.

Lorsque, en face d'idéaux caduques et inutiles, se présentent de nouveaux idéaux, de nouvelles formes, la crise, aussi grave qu'elle soit, peut être positive; de là peuvent germer des changements qui transformeront la société pour le bien de tous. Car les idéaux sont efficaces par eux-mêmes s'ils agissent socialement, s'ils se convertissent en institutions: c'est la justice à travers le tribunal; c'est le bien de tous, économiquement et politiquement, à travers l'État. Mais ces mêmes institutions, ankylosées ou corrompues, agissent alors contre les idéaux qui sont leur essence; si, au lieu de vivre des réalités, elles répètent des formules, alors elles provoquent une répulsion, un grand scepticisme et le danger le plus grand est que cette attitude non seulement porte préjudice à l'institution qui a trahi son idéal mais encore

que la déception et l'amertume conduisent à récuser l'idéal même qui avait inspiré la vie de l'institution.

Si nous n'entendons pas l'administration publique comme un ensemble d'institutions au service de la communauté; si elle devient une superstructure qui anéantit le citoyen; si elle empêche les pétitions populaires d'atteindre les niveaux de décision; si l'administration devient le POUVOIR SANS VISAGE qui désarticule et détruit l'être humain, alors elle devient une inexorable structure bureaucratique.

C'est pourquoi nous devons conférer aux institutions toute leur vigueur, ne pas affaiblir leurs desseins, ne pas permettre que la confiance publique soit émoussée par une trahison des objectifs ou par une corruption qui les rendent encore plus négatives. L'administrateur public a l'obligation de rendre réels des principes d'éthique qui sont le fondement de l'efficacité des institutions, l'identification de celles-ci avec les structures sociales et les postulats politiques qui en sont l'origine.

Jusqu'à quel point peut-on penser qu'une institution est efficace si une thèse politique ne la soutient pas? Est-il possible pour nous, administrateurs, de demeurer en marge des décisions politiques?

Dans le monde actuel, les théories classiques de la neutralité politique de l'administrateur sont sérieusement mises en question. L'administrateur, lui qui a la responsabilité d'organiser et de diriger des hommes, des ressources financières, des ressources matérielles pour atteindre un but déterminé, a une responsabilité politique. Il doit agir conformément à une thèse politique, la thèse que la volonté populaire a signifiée au gouvernement qu'elle a élu.

L'administrateur public qui orchestre les décisions gouvernementales, s'il est conscient de ses propres valeurs, doit prendre une part active dans les décisions politiques de l'État auquel il appartient. En cas contraire, il est dépourvu du sentiment de loyauté le plus élémentaire et désavoue l'essence même de la science administrative qui est fonction de la politique.

Nous ne pouvons demander au citoyen administrateur de renoncer à ses droits, à sa faculté critique; nous ne pouvons non plus lui demander de se mutiler socialement ni de demeurer en marge des décisions politiques. L'administrateur ne doit pas être un spectateur froid, il doit agir en servant politiquement les thèses sociales de la communauté à laquelle il appartient.

Administration et politique se fondent en une seule décision, un seul objectif: forger le bien-être général à travers la fonction publique.

En proposant ces problèmes, nous sommes conscient qu'ils pourront

être analysés en toute liberté et aussi nous sommes convaincu que nous désirons vivement les résoudre positivement. Nous sommes capables de lever le rideau de nos préjugés culturels, d'ouvrir nos fenêtres aux idées des autres et de suivre les solutions qui nous conduiront à une véritable compréhension.

Des intérêts communs nous unissent. Nous unit aussi le désir de servir inhérent à notre vocation. Nous unit encore la conscience de la responsabilité qui est la nôtre à l'égard de nos semblables. Nous unit, enfin, la conviction que c'est à nous que revient l'importante mission de rendre possible la réalisation des thèses fondamentales qu'un pays se propose de suivre.

“Pour orchestrer nos espoirs — a dit M. Le Président de la République, M. Luis Echeverría — il faut constamment améliorer les mécanismes de l'administration publique”.

Que ce Congrès parvienne à établir les bases nécessaires à l'amélioration des systèmes de l'administration publique afin que les espoirs de tous les hommes du monde deviennent une réalité.

México, 22 juillet 1974.